

UN ESSAI D'ANALYSE DES RELATIONS ARMEE-POUVOIR DANS LES PAYS SOUS-DEVELOPPES

AZ GELİŞMİŞ ÜLKELERDE ORDU SİYASET İLİŞKİSİNİN ANALİZİ

Ramazan İZOL*

RESUME

Cette étude a pour but d'analyser une question cruciale pour les pays sous-développés : la fréquence de l'usurpation de pouvoir politique. L'interventionnisme des militaires dans la vie politique des pays du Tiers Monde est actuellement un problème majeur. La question de non-subordination de l'armée au pouvoir politique dans certains pays sous-développés est forcément dépendante de leur circonstances et environnements politiques. Dans cette étude, la question est de savoir s'il y a une corrélation entre le niveau de développement économique et les chances de passage au pluralisme politique ou la longévité démocratique. De ce fait, l'accent est mis sur le niveau de développement économique des pays concernés et sur le niveau de la démocratisation de leur système politique. De plus, le rôle de parti unique a été mis au clair dans les pays en cause lors de la période transitoire où le nouveau régime moderne remplace le régime traditionnel. Le parti unique est en effet une institution intermédiaire lors du passage de régime traditionnel au régime moderne national tout en faisant une alliance indispensable avec l'institution militaire pour remettre en place les nouveaux rapports de force. Dans la phase de transition de système traditionnel au système moderne, l'intervention de l'État grâce à l'appui de l'institution militaire devient indispensable, d'une part pour accélérer cette transition, et d'autre part pour permettre au nouveau système politique de se développer sur des bases solides. Enfin, l'importance est donnée à l'utilisation des moyens coercitifs par l'appareil militaire. On a voulu savoir s'il est faux de dire que le "passage coercitif" est une phase inévitable pour parvenir à la démocratie dans les pays sous-développés.

Mots-Clefs : Armée, régime politique, intervention militaire, pays sous-développés, relations civilo-militaire

ÖZET

Bu çalışma, az gelişmiş ülkeler için hayati öneme sahip bir sorunu incelemektedir : siyasi güce müdahale sıklığı. Günümüzde hala Üçüncü Dünya ülkelerinde askerlerin siyasi hayata müdahaleleri güncelliğini korumaktadır. Az gelişmiş ülkelerdeki ordunun siyasi güce tabi olmama problemi büyük olasılıkla sözkonusu ülkelerin kendi politik çevre ve koşullarına bağlıdır. Bu makalede, ekonomik gelişmişlik düzeyi ile siyasi çoğulculuğa geçiş ve demokrasinin kalıcılığı arasında yakın bir ilişkinin olup olmadığı sorusu aydınlatılmaya çalışılmaktadır. Yani, ilgili ülkelerin ekonomik gelişmişlik düzeyi ile politik sistemlerinin demokratikliği yakından irdelenmektedir. Ayrıca, bu ülkelerde yeni rejimin eskisinin yerini aldığı geçiş dönemlerinde tek partinin rolü ortaya konulmaktadır. Gerçekten de tek parti, geçiş dönemlerinde aracı bir siyasi kurum işlevine sahip olarak orduyla yaptığı ittifak sayesinde varolan güç ilişkilerini yeniden oluşturmaktadır. Eski sistemden yeni sisteme geçiş aşamasında, bir taraftan bu geçiş sürecinin hızlandırılması, diğer taraftan da yeni politik sistemin sağlam temeller üzerinde şekillenmesi, orduya dayanılarak yapılan devlet müdahalesini kaçınılmaz kılmaktadır. Son olarak, askeri örgüt tarafından baskı araçlarının kullanılması üzerinde durulmaktadır. Asıl sorun, az gelişmiş ülkelerde demokratik yapıya ulaşmada "zoraki geçişin" kaçınılmaz bir aşama olup olmadığıdır.

Anahtar Kelimeler : Ordu, siyasi rejim, askeri müdahale, az gelişmiş ülkeler, ordu siyaset ilişkisi

INTRODUCTION

“Ceci dit, dans une nation où le régime n’est pas sérieusement contesté, les risques de coup d’État militaire sont naturellement réduits. Comme tous les autres citoyens, officiers et soldats tiennent alors pour acceptable le gouvernement établi, ne songent pas à se dresser contre lui. C’est pourquoi l’armée n’est pas actuellement dangereuse en Grande-Bretagne, ni aux États-Unis, ni en Europe nordique. Au contraire, elle l’est particulièrement dans les États d’Amérique latine, d’Asie, du Moyen-Orient, que le développement économique et la modernisation plongent dans des crises de structure et des conflits de légitimité” précise Duverger (1961) concernant l’intervention militaire.

L’analyse des rapports qu’entretiennent civils et militaires s’est presque entièrement circonscrite autour du niveau politique global. C’est l’approche de la réalité sociale des Armées qui est donc présente tout au long de l’histoire de la sociologie militaire. Les travaux scientifiques effectués sur les relations entre civils et militaires dans le Tiers monde, plus précisément sur l’interventionnisme des militaires dans la vie politique des pays en voie de développement, sont nombreux et variés. En réalité, le problème des relations politiques armée-société est de toutes les époques, dès lors que société militaire et société civile sont nettement différenciées, et que les effectifs des Armées, les ressources économiques qui leur sont allouées, et l’importance que confèrent aux militaires les menaces extérieures réelles ou virtuelles, ne sont pas négligeables. C’est à partir de là qu’on commence à étudier longtemps les relations armée-société d’abord dans les pays développés, par la suite dans les nations sous-développés.

Les études réalisées par les scientifiques américains à l’égard du Tiers monde vers les années 1960, demeurent essentiellement optimistes. Selon ces mêmes idées, il est tout à fait logique que les Nations jeunes prennent le même chemin tracé que celui du monde développé : le chemin de la mise en place du progrès économique, social et aussi celui du progrès politique. Autrement dit, le processus de modernisation n’était présenté que comme objectif final à atteindre par cette théorie pour les pays en voie de développement tout en suivant simplement la même voie que les pays développés. La théorie de modernisation est donc présentée comme un remède miracle pour le développement socio-économique du Tiers monde. L’approche développementaliste prévoit ainsi une sorte de transition entre le stade traditionnel et le stade moderne dans une perspective évolutionniste pour les régimes des pays du Tiers Monde.

La question de non-subordination de l’armée au pouvoir politique dans certains pays sous-développés est forcément dépendante des circonstances et environnements politiques des pays en cause. De ce fait, les circonstances et environnements politiques des pays avant l’intervention militaire, la réalité apparente des relations armée-société et la nature de l’idéologie politique appropriée par le pouvoir militaire ont été, de près, préoccupés les scientifiques.

Ils cherchaient à trouver une réponse convenable à la question de l'écartement de l'appareil militaire de la vie politique.

La prétention de relations importantes entre le degré d'intervention militaire au pouvoir et les principales caractéristiques du sous-développement a notamment poussé les chercheurs à s'attarder essentiellement sur des données comparatives de plusieurs pays sous-développés. C'est ainsi que l'on commence à mettre l'accent sur les corrélations entre un indice d'intervention militaire dans la vie politique, sa fréquence et des indices de développement économique ou de mobilisation sociale. De plus, en poussant plus loin cette présomption, certains sociologues ont essayé d'établir un lien étroit entre la stabilité politique et le niveau d'évolution des sociétés en cause.

La fragilité des relations armée-pouvoir, le faible niveau des structures politiques civiles et l'insuffisance de la participation des masses à la sphère politique dans les pays sous-développés sont analysés pour l'objectif de bien déterminer la présence militaire dans la vie politique. De plus, l'influence non négligeable de l'appareil militaire dans le système étant dépendante de son rôle primordial dans la réalisation de la libération de son pays, de sa structure organisationnelle et de ses ressources politiques est également mise au clair.

Il convient aussi de se demander à propos des pays sous-développés s'il y a nécessairement une réaction commune de l'armée. Même s'il nous paraît impossible de rassembler des données unanimes concernant la réaction de l'armée dans des pays sous-développés, il est quand même nécessaire d'en citer certaines en restant vraiment sur les traits généraux : la sensibilité à l'unité de la nation, la sensibilité également à l'ordre social et à la stabilité politique, le souci de l'indépendance et du prestige, l'exigence de protection des valeurs nationales, l'attachement à l'idéologie officielle fondatrice.

Même si les circonstances politiques, la culture et l'histoire politiques se diversifient largement d'un pays à l'autre, les questions principales posées restent plus ou moins identiques : pourquoi les militaires prennent-ils le pouvoir ? Et quand ils le détiennent, qu'en font-ils ? Comment se fait-il que l'armée soit entièrement étrangère aux valeurs dominantes de la société qu'elle est chargée de défendre un pays prétendant être démocratique ?

Tout d'abord, on essaie d'établir un lien, s'il existe, entre le niveau de développement et la fréquence des coups d'Etat militaires en vue de mettre au clair les relations civilo-militaires dans les pays sous-développés. Deuxièmement, on met l'accent sur le rôle important de parti unique lors de processus de transition de régime traditionnel au régime moderne et sur la corrélation étroite entre celui-ci et l'institution militaire. Et enfin, on se tâche de mettre en place les moyens coercitifs usés par les élites fondatrices afin de pouvoir accélérer le processus de transition de régime traditionnel au régime moderne.

Y-a-t-il une corrélation entre le niveau de développement économique et les chances de passage au pluralisme politique ou la longévité démocratique ?

Selon S.P. Huntington la réponse est la suivante : “ Pendant les années soixante-dix et quatre-vingt, plus de trente pays sont passés de l'autoritarisme à la démocratie. Cette vague de transition a plusieurs causes. Le développement économique a indubitablement été le facteur principal qui a sous-tendu ces changements politiques. En outre, la politique et l'action des Etats-Unis, des grandes puissances européennes et des institutions internationales ont aidé à apporter la démocratie en Espagne et au Portugal... ”(Huntington, 1997 : 210)

LE NIVEAU DE DEVELOPPEMENT : EN TANT QUE FACTEUR DESTABILISANT

Le système des relations politiques entre civils et militaires n'est-il peut-être pas lié au monde du sous-développement ? Les théories qui relient le militarisme au sous-développement ont l'avantage d'une certaine rigueur. Si l'on ignore les mécanismes du pouvoir militaire, on sait avec précision les principaux indicateurs du sous-développement. Il apparaît généralement que dans les pays peu développés, où les structures sociales sont faibles et simples, où les équipes de techniciens sont rares, l'armée professionnelle constitue une force d'encadrement moderne et efficace, un réservoir de capacités au service de l'unité nationale et du progrès économique. C'est ainsi que l'on assiste à la naissance d'une élite technique qui veut accaparer le pouvoir et se substituer au groupe dirigeant civil, jugé incompetent ou incapable d'assurer la modernisation dans l'ordre. D'une manière générale, on constate, dans des pays sous-développés ou en voie de développement, que le retard économique et social (la société peu diversifiée, l'économie très attardée, etc.) peut constituer l'une des causes principales de l'intervention militaire dans la vie politique. En effet, plus le système social est complexe et pluraliste, moins les interventions politiques des forces armées ont des facilités pour s'y exercer.

L'absence d'harmonie entre les procès de mobilisation sociale et de participation politique d'une part et le processus d'institutionnalisation d'autre part, serait l'une des principales sources de tensions dans les pays du Tiers monde. Dans un système politique fondé sur de grandes inégalités sociales, et maintenant sa stabilité institutionnelle grâce à la participation limitée et à l'imposition du système de valeurs des classes dominantes, la participation, la différenciation structurelle, l'augmentation de l'autonomie des sous-systèmes provoquent inévitablement des perturbations politiques et sociales. La plupart des auteurs sont d'ailleurs d'accord pour admettre qu'une telle situation est la cause principale des interventions prétoriennes.

D'une manière générale, il convient de dire que la distinction des pays sous-développés, des pays en voie de développement, des pays développés et des pays surdéveloppés est fondamentale dans le domaine des relations civilo-militaires. De ce fait, il est important de distinguer les secteurs de développement économique, social et politique de chaque pays.

Dans de nombreux pays, l'insuffisance des structures étatiques et sociales ne conduit-elle pas l'armée à assumer, de manière plus ou moins directe, des

tâches administratives de tout ordre, des tâches économiques et des tâches éducatives ? Comme il s'agit ici des pays sous-développés en tant qu'objet de réflexion, n'est-il pas vrai que le phénomène de sous-développement ait une importance considérable dans l'analyse des causes de l'intervention militaire dans la vie politique ?

Il est vrai qu'il existe des conflits importants dans des pays sous-développés entre la réalité et les idéaux reçus au sein de la société globale et de la société militaire. Autrement dit, l'institution militaire a la capacité de recevoir et d'assimiler plus facilement une évolution des exigences morales beaucoup plus que la société, notamment par ses élites civiles. Enfin, on peut aussi parler d'une avance considérable des structures politiques des pays sous-développés importées directement des systèmes politiques occidentaux par rapport à la réalité de la société politique qui se trouve relativement arriérée. Ceci étant dit, l'apparition des problèmes propres au Tiers Monde commence à peser lourdement sur leur système politique ainsi : l'explosion démographique, l'urbanisation accélérée, l'influence des modèles étrangers etc. Et les chocs sociaux, "l'incohérence sociale", dus aux nouveaux problèmes ne font qu'accentuer les probabilités de l'intervention politique des forces armées.

D'une manière globale, il ne s'agit ici que d'une crise de participation qui est considérée par les défenseurs de cette même théorie comme la cause principale de l'instabilité politique et sociale. L'instabilité provient donc de la distorsion entre la croissance de la participation et le bas niveau d'organisation politique. L'extension des droits politiques effectifs aux classes moyennes rurales et urbaines, puis aux couches populaires urbaines constitue la cause majeure de déstabilisation de la vie politique dans un pays en voie de développement. L'initiative de l'intégration de nouveaux groupes sociaux au système politique traditionnel, destinée à réduire les tensions, provoque au contraire une crise générale dans le système politique représentatif. Le faible niveau des associations volontaires civiles serait la cause principale de l'incapacité d'une société politique à absorber de nouveaux groupes participants.

Le taux de l'intervention politique des forces armées est relativement élevé dans tous les pays sous-développés, issus soit de la guerre de la libération menée contre les Etats colonisateurs (les pays d'Amérique latine et d'Afrique noire), soit de l'éclatement de grands Empires (l'Empire ottoman) ou soit de l'invasion des pays occidentaux (Asie du Sud) dans lesquels le système politique occidental a été adopté comme modèle à suivre. Du point de vue de ce modèle, la création de "l'État-nation" et la mise en place de nouvelles institutions politiques prises directement de l'Occident deviennent en effet indispensables pour des pays sous-développés, qui ont déjà entamé le processus de modernisation. D'une manière simple, on peut aussi répartir les pays considérés entre diverses zones géographiques : Amérique latine ; Asie du Sud-Est (Indonésie, Birmanie, Thaïlande) ; pays du Sahara méridional (autrement dit de l'Afrique noire) ; pays enfin du Moyen-Orient (pays musulmans et Israël). D'autres classifications pourraient être envisagées qui permettraient peut-être de

faire apparaître des traits communs à des pays que leur situation géographique éloigne.

Dans l'analyse de l'intervention militaire dans le domaine politique, l'importance attribuée au phénomène de sous-développement peut s'expliquer par la multiplication des exemples dans cette zone précise. Beaucoup d'interventions militaires ont eu lieu dans les jours qui ont suivi l'indépendance en Amérique latine ; il y a eu ensuite une longue période pendant laquelle le pouvoir est devenu "civil" au sens propre du terme. Et puis à nouveau, il y a eu de nombreuses interventions militaires. C'est aussi le Moyen-Orient qui fait parler de lui le plus souvent encore et il ne faut pas non plus négliger le cas du Pakistan, de la Birmanie ou de l'Indonésie.

Il est peut-être nécessaire de se pencher sur les partis uniques qui ont un rôle important dans les pays sous-développés lors d'une période transitoire. Cette institution a une grande importance lorsque le pays est en train de se naître. Elle est même jugée par certains auteurs nécessaire et indispensable pour l'accélération de la fondation d'un Etat-nation. Les partis uniques sont assez fréquents dans des pays sous-développés et que l'État-Parti unique constitue la seule force dans le système politique, qui peut assurer les progrès nationaux et réaliser des réformes radicales.

PARTI UNIQUE : UNE INSTITUTION ESSENTIELLE ET PROVISoire DANS LE SYSTEME POLITIQUE DES PAYS SOUS-DEVELOPPES

L'indépendance et l'État s'identifient symboliquement avec un leader et son parti politique dans la plupart des pays sous-développés. Le leader charismatique du parti politique se dote d'une force politique élargie et d'une popularité considérable dans le système politique en raison de l'affaiblissement de l'autorité traditionnelle d'une part, et aussi de l'incompréhension de l'autorité juridique rationnelle qui est indiscutablement étrangère au système politique traditionnel d'autre part. Face à la réalité socioculturelle des pays sous-développés dans lesquels la variété religieuse, ethnique et linguistique, la détermination arbitraire des frontières, la différence énorme de développement social entre les secteurs urbains relativement restreints et les secteurs ruraux abondants et finalement la faiblesse des institutions politiques traditionnelles étant tout ensemble une réalité, le leader charismatique est persuadé que le parti politique peut ainsi devenir un moyen incontournable pour la création d'une nouvelle nation. En outre, devant l'absence d'un compromis en matière de la résolution des problèmes de réunification nationale entre le parti d'opposition et le parti régnant, le dernier devient rapidement un parti unique en présence d'une culture politique où les valeurs démocratiques ne sont pas institutionnalisées et assimilées par la société (Linz, 1984 : 214).

Il se peut que le parti unique soit, au moins, plus fort que l'armée, à la fois parce que celui-ci est fort et parce que l'armée est faible. Le parti peut être fort

aussi à cause de son organisation, du prestige qu'il a conquis dans la lutte pour l'indépendance ou parce qu'il jouit d'une histoire glorieuse etc.

L'État moderne créé par le parti unique, est en effet chargé de beaucoup de fonctions diverses. Pourtant, l'État reste incapable dans l'instauration de processus de modernisation sociale et économique au sein de la société, même s'il parvient à réaliser l'indépendance politique. De ce fait, la mise en marche de la démocratie constitutionnelle et son application parfaite ne s'effectue pas comme il faut et la domination de parti unique apparaît rapidement dans le système politique.

Il n'est pas possible de constater la moindre séparation entre le parti unique et le gouvernement. Une sorte d'identification complète entre le parti unique, l'État et le gouvernement doivent fortement exister, à tel point que la réussite de l'État est directement liée aux pratiques politiques du parti unique. Cette situation particulière est présentée par le parti unique de la manière suivante : le parti unique, le seul Etat et le seul chef politique (Karpát, 1959 : 394-395). En gros, la structure organisationnelle du parti unique reflète pour beaucoup les caractéristiques générales du régime politique, qui est totalement autoritaire.

Avec la mise en place des institutions politiques occidentales au sein de système politique, une transformation radicale commence donc à se faire sentir notamment dans la vie des masses populaires qui sont, lors de la guerre d'indépendance, un seul corps solide et uni pour la réalisation de processus de modernisation. La mobilisation sociale prend une ampleur importante dans la société en raison de l'accélération des exodes ruraux, de la résurgence de conflit entre les institutions traditionnelles et modernes et enfin de l'inadaptation des valeurs existantes avec la réalité institutionnelle et avec le système politique (Deutsch vd., 1968 : 4). C'est ainsi que l'on décide de supprimer le pluralisme politique pour empêcher la dislocation de la société et pour faire avancer le processus de modernisation. Mais, l'instabilité politique, sociale et économique et l'apparition des mouvements radicaux illégaux continuent à exister dans les sociétés des pays sous-développés malgré la forte pression politique (Palmer vd., 1971 : 89).

A titre d'exemple, suite à la guerre de libération turque menée sous le commandement de Kemal Ataturk, le Parti républicain du peuple (PRP) est apparu au sein de la vie politique turque comme Parti unique et y resté jusqu'à la fin de Deuxième Guerre mondiale. On dit généralement que le PRP est né de l'alliance de l'élite militaire-bureaucratique-intellectuelle et des notables locaux. La Guerre de libération nationale avait renforcé l'autorité et le prestige de l'élite militaire-bureaucratique vis-à-vis de l'ensemble des classes sociales, y compris les classes dominantes sur le plan socio-économique. La révolution a été de part en part une " révolution par le haut ", encadrée et dirigée par un Parti unique, où les couches issues des forces armées occupaient une position dominante.

La révolution kémaliste a été de part en part une “ révolution par le haut ”, encadrée et dirigée par un parti unique, le PRP, où les couches issues des forces armées occupaient une position dominante. De même, c’est grâce à la présence des forces armées sur la scène politique qu’on a pu mettre en œuvre les réformes radicales et les protéger contre toute sorte d’attaques provenant de l’extérieur et de l’intérieur.

En fermant la parenthèse, si on revient sur la question posée, peut-on dire que le parti unique a une grande importance dans des pays sous-développés lors de la période transitoire où le nouveau régime moderne remplace le régime traditionnel. Il faut aussi mettre au clair le phénomène d’une corrélation étroite existante entre le parti unique et les militaires pendant la même période transitoire où “ révolution par le haut ”, menée de façon autoritaire, engendre généralement l’apparition d’un type d’État fort, d’un système socio-politique que l’on peut qualifier d’“étatiste”. Ce système étatiste est le résultat des transformations radicales de nouveau système politique introduit de façon autoritaire par les élites dirigistes et aussi le résultat des réformes qui englobent les sphères politiques, idéologique et sociale.

Le peuple ne peut profiter des réformes radicales structurelles et juridiques que d’une manière marginale. L’État n’a jamais pris en compte la volonté du peuple tout en imposant sa propre vision politique comme l’objectif final à atteindre. La nouvelle domination, légale, est un moyen pour “ faire le bien du peuple malgré le peuple ”. En donnant dès le départ une dimension légitime à leur domination, les élites fondatrices découvrent la possibilité d’inclure les masses, de parler en leur nom et d’agir pour elles, mais en fin de compte contre elles.

L’interdiction de rapports de force anciens par nouveau système national consiste à les rendre illégaux. L’État exerce une politique de répression sur les masses populaires, qui revendiquent de plus en plus fortement une participation politique en vue de les garder sous son contrôle et d’apaiser aussi le niveau trop élevé de demande de participation politique. En effet, en raison de l’absence d’un consensus au sein de la société, de la réalité de l’imposition de nouvelles institutions politiques par le haut et de l’augmentation de la demande de participation politique au sein de la société, il est possible de dire que le processus de modernisation ne peut être appliqué que par l’intermédiaire des forces armées. Ceci étant dit, lorsque l’apparition de l’instabilité politique et sociale au sein de la société commence à présenter un danger pour le régime politique, on n’hésite pas à interdire les syndicats, les partis d’opposition et les associations démocratiques de masse avec l’aide de l’armée (Ataöv, 1975 : 108 ve 161). C’est à partir de là que la montée en puissance des militaires et leur détermination dans la vie politique deviennent une réalité sociale.

D’une manière générale, peut-on dire que le parti unique est une institution intermédiaire lors du passage de régime traditionnel au régime moderne national tout en faisant une alliance indispensable avec l’institution militaire pour remettre en place les nouveaux rapports de force ? L’apparition des

partis uniques dans des pays sous-développés est-il une obligation pour le passage au régime pluraliste ? Est-ce vraiment nécessaire d'utiliser les moyens coercitifs par le biais de l'organisation militaire ? Est-ce réellement provisoire l'alliance entre le parti unique et l'appareil militaire dans les pays sous-développés ? Les militaires seraient-ils enclins à recourir à la force dans le contexte d'« institutions contestées » (transition démocratique ou autoritaire, remise en question des règles du jeu politique par des forces sociales importantes) comme c'était le cas en Argentine en 1982 ? Plusieurs questions restent à poser.

L'UTILISATION DES MOYENS COERCITIFS DANS LE PROCESSUS DE TRANSITION D'UN REGIME TRADITIONNEL A UN REGIME MODERNE

En s'interrogeant sur les “ démocraties fondatrices ”, c'est-à-dire les démocraties britanniques, française et américaine, on se propose d'éviter toute une série d'écueils. La réflexion consacrée à la démocratie ne peut être dissociée d'une prise en compte du long cours historique ; un cours souvent complexe, et jamais identique. De même que les démocraties fondatrices se conjuguent déjà au pluriel, les mises en forme historiques ne relèvent pas d'un modèle unique. D'où la surprise à la quelle on aurait pu s'attendre : si la démocratie émerge lentement de l'histoire, elle s'institue à travers, pour ne pas dire au moyen, de régimes peu démocratiques. La transition d'un régime traditionnel à un régime moderne a été notamment réalisée dans les pays occidentaux par leurs dynamiques internes tout au long d'une longue période, de quatre cents ans minimum (Kautsky, 1972).

Un type de système politique ne se transforme pas facilement en un autre, cela s'effectue généralement par le biais d'un effondrement du système. On peut même estimer que l'épidémie contemporaine de système autoritaire se situe dans une phase de bouleversement des structures économiques et sociales. Un régime politique qui n'a pas suivi l'évolution sociale peut parfois se transformer lui-même, réaliser sa propre mutation indispensable. Sans doute, cela s'accompagne généralement d'un renforcement plus ou moins net de l'autorité.

Il est évident, vu la structure de l'État et la faiblesse du niveau de modernisation socio-économique, que le pluralisme social est absent dans la société émergente. Le niveau du développement a un rôle important dans la détermination de pluralisme social. Face à l'absence d'une “ société civile ”, le pouvoir se trouve en effet sous le contrôle des fonctionnaires bureaucratiques. Ce sont donc les élites bureaucratico-militaires qui jouent un rôle important dans la genèse et les mutations du système étatique.

Faute de consensus populaire sur les réformes de laïcisation imposée, la nature autoritaire de nouveau régime et la forme bureaucratique de l'État sont déterminées par le fait que les élites dirigistes utilisent, avant tout, des moyens répressifs pour réaliser leur objectif et leurs actions politiques. Dans la mesure où la société civile échappe au contrôle de celles-ci et se montre même opposée

à elles, c'est l'appareil étatique répressif qui joue le rôle principal. Au début des années quatre-vingt sous la perspective weberienne, on commence à remettre l'État au centre de la réflexion en lui attribuant un rôle déterminant dans la transformation de la société (Skocpol *vd.*, 1985 : 3-37). L'Etat est en effet basé sur la force militaire. C'est donc l'institution militaire qui prend en fait en charge de la société qui se trouve dans une situation de crise politique et sociale.

L'armée étant institution la plus organisée et la plus forte dans la société et qui seule est capable de faire face à toute sorte de crise politique ou sociale. C'est ainsi que les interventions militaires accomplissent le fonctionnement de la substitution dans la société. En effet, l'institution militaire est souvent bien structurée et organisée par rapport à diverses institutions socio-politiques au sein des pays du Tiers Monde ; elle a la capacité de mobiliser hommes et ressources pour cette fin. Dans une société où toutes les valeurs essentielles, à commencer par la vie humaine, se trouvent contestées, il n'est guère étonnant, selon M. Bozdemir, que l'institution militaire s'interpose pour rétablir la sécurité nationale et l'intégrité territoriale (Bozdemir, 1992 : 9-24).

Les moyens répressifs employés en vue du processus de laïcisation de système politique sont dus aussi au fait que la coercition représente la voie la plus simple et la plus directe. Rappelons encore une fois que l'objectif des élites fondatrices consiste à élever le pays le plus vite possible au rang des pays développés, donc d'accomplir rapidement le choix de laïcisation. Dans tous les cas, le processus de mise en marche de ces transformations radicales de la société nécessitant une longue durée, les bureaucrates préfèrent imposer ces réformes par force. Mais force est de constater que la nature de la société en cause ne permet pas vraiment à l'État national de détruire totalement les fonctions socio-politiques de l'Etat traditionnel malgré le fonctionnement autoritaire et répressif exercé.

Les appareils répressifs d'État , que ce soient la police, l'armée ou l'appareil juridique avec ses tribunaux d'exception, surveillent l'application des réformes laïques et répriment toute opposition passive ou active. Donc, les réformes laïques ont été imposées de haut en bas grâce à ce système antidémocratique qui permet aux dirigeants de ne pas se soucier des élections ; c'est-à-dire d'aller contre le courant populaire, contre les sentiments religieux du peuple.

La société civile préservant vraisemblablement son système culturel, son système de valeurs et sa vision du monde, résiste naturellement aux attaques brutales des bureaucrates et renforce sa position à la suite des réformes imposées de haut en bas. Le comportement méprisant à l'égard du peuple entretenu par les dirigeants élitistes et bureaucratiques dans le fonctionnement autoritaire et répressif de l'appareil étatique, fait apparaître l'État aux yeux des masses comme une force oppressive et étrangère. Le peuple perçoit l'État comme une force suprême, munie de moyens de coercition, qui ne se manifeste que pour exiger des sacrifices et pour imposer des obligations.

D'une part, le nouveau État se sert de l'idéologie nationale pour légitimer son pouvoir politique et pour instaurer également un accord collectif sur les nouvelles institutions socio-politiques issues des réformes radicales imposées de force à la société. D'autre part, il tente fortement d'instituer l'unification nationale par la centralisation du pouvoir politique et de supprimer toutes sortes de différenciations régionales, ethniques et religieuses reposant sur le concept de la "nation unie" en utilisant l'idéologie nationaliste comme moyen de légitimation et d'unification.

Dans la phase de transition de système traditionnel au système moderne considérée absolument nécessaire pour la survie de nouveau système politique, l'intervention de l'État grâce à l'appui de l'institution militaire devient indispensable, d'une part pour accélérer cette transition, et d'autre part pour permettre au nouveau système politique de se développer sur des bases solides. C'est dans le souci de réussite que l'État réagit en planifiant la vie économique, lui apportant une certaine rationalisation et en utilisant le slogan de modernisation afin de former une société de type bourgeois par l'emprunt des institutions, de la culture et des valeurs de l'Occident. En bref, l'État national s'efforce de consolider le mode de production capitaliste pour que la bourgeoisie nationale puisse rapidement instituer son hégémonie politique.

La transition d'un régime autoritaire à un régime démocratique s'effectue par un raccourci. En effet, l'instauration et la réalisation facile d'un certain nombre de règles démocratiques importées des régimes démocratiques occidentaux selon la simple volonté des élites progressistes ne signifient en aucun cas que cela puisse être mis en marche aussi facilement quand il s'agit de l'assimilation de ces valeurs et comportements. Il reste que le long chemin du processus de démocratisation est marqué et déterminé par le phénomène de l'autoritarisme. Ainsi, serait-il faux de dire que le "passage coercitif" est une phase inévitable pour parvenir à la démocratie ?

CONCLUSION

Les coups d'Etat militaires sont nombreux et successifs dans des pays sous-développés. L'usurpation systématique de pouvoir politique y constitue une instabilité permanente. L'appareil militaire occupe une place importante dans le système au détriment de pouvoir politique. Il s'exprime petit à petit sur tous les problèmes politique et sociaux. C'est ainsi il devient la clé de voûte de système politique. Quelles que soient les véritables raisons des interventions militaires dans la vie politique (crise nationale, vide politique, traditions politique ou culturelle etc.), l'armée du Tiers monde se considère comme unique garante de système politique. Il existe toujours de nombreuses régions du monde (Asie de l'Est, l'Asie du Sud, les Balkans, l'Europe de l'Est, le Moyen Orient et même l'Amérique latine) où l'éventualité de l'intervention de l'armée dans la sphère politique n'est pas exclue et où les militaires sont souvent influents.

Mais il y a des questions à poser en la matière. Un pouvoir militaire et technocratique, aux visées modernisatrices, peut-il susciter un consensus dans un peuple façonné par les cultures traditionnelles ? La différence énorme de niveau de développement économique et social existant entre les pays développés et peu développés peut être rattrapée d'une façon vite par l'utilisation des moyens coercitif ? Même si on réussit à importer intégralement tout le système politique et économique des pays occidentaux serait-il possible de l'imposer aux sociétés traditionnelles sans agitation sociale ? Serait-il possible de moderniser une société peu développée par l'emprunt des valeurs occidentale et de système moderne qui a suivi un long processus culturel et social différent ?

BIBLIOGRAPHIE

- Ataov, T. (1975) *Afrika Ulusal Kurtuluş Mücadeleleri*, Ajans-Türk Matbaacılık Sanayi, Ankara.
- Bozdemir, M.(1992) « La Marche turque vers la Démocratie », *Peuples Méditerranéens*, No.60, juillet-septembre, 9-24.
- Deutsch W. K. (1968) « Social Mobilization and Political Development » Finkle L. J.ve Gable W. (der.) *Political Development and Social Change* içinde, N.Y. : John Wiley and Sons, Inc., 4.
- Duverger, M. (1961) *De la Dictature*, R. Julliard, Paris.
- Huntington, P. S. (1997) *Le choc des civilisations* , Edition Odile Jacob, Paris, 210.
- Karpat, K. (1959) *Turkey's Politics : The Transition to a Multi-Party System*, Princeton : Princeton University Press, 394-395.
- Linz, J. J.(1984) *Totaliter ve Otoriter Rejimler* , (Çeviren : Ergun Özbudun), Siyasi Ilimler Derneği Yayinlari, 214.
- Palmer M. ve Stern, L. (1971) *Political Development in Changing Societies An Analysis of Modernization*, London, 89.
- Skocpol, T. (1985) « Bringing the State Back in : Strategies of Analysis in Current Research » Evans B. P., Rueschemeger D. ve Skocpol T. (der.) *Bringing the State Back In* içinde, Cambridge University Press, 3-37.
- Pour se procurer d'une connaissance complète sur les facteurs internes et externes du processus de modernisation ; voir, Kautsky, H. J.(1972) *The Political Consequences of Modernization* , John Wiley and Sons, Inc., New York.

Copyright of Akdeniz University Faculty of Economics & Administrative Sciences Faculty Journal / Akdeniz Universitesi Iktisadi ve Idari Bilimler Fakultesi Dergisi is the property of Akdeniz University Faculty of Economics & Administrative Sciences and its content may not be copied or emailed to multiple sites or posted to a listserv without the copyright holder's express written permission. However, users may print, download, or email articles for individual use.